

Zeitschrift: Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales

Herausgeber: Société d'Etudes Economiques et Sociales

Band: 67 (2009)

Heft: 1: Les économies asiatiques face aux défis de la compétitivité

Artikel: Le développement indien depuis l'ouverture de 1991

Autor: Chaudhuri, Basudeb

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-142270>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 15.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

LE DÉVELOPPEMENT INDIEN DEPUIS L'OUVERTURE DE 1991

BASUDEB CHAUDHURI

CREM, Université de Caen et Centre de Sciences Humaines, New Delhi

basudeb.chaudhuri@unicaen.fr

basudeb.chaudhuri@csh-delhi.com

> Cet article analyse les forces et les faiblesses de l'économie indienne depuis l'ouverture de son économie en 1991. Ces réformes économiques sont étudiées dans le contexte de la démocratie et le progrès du fédéralisme indien. A côté des réussites marquantes, les échecs de l'Inde dans la lutte contre la pauvreté, les progrès très lents dans l'éducation, la santé publique et le développement des infrastructures de base peuvent remettre en cause sa cohésion sociale et le respect de la diversité.

Mots clés: Inde, développement, réforme, libéralisation

INTRODUCTION

Immédiatement après l'indépendance en 1947, l'Inde, dirigée par le premier ministre Nehru, a choisi une stratégie de développement où la volonté d'industrialisation et d'indépendance économique étaient très marquées et reflétaient non seulement un consensus large dans la classe politique indienne, mais aussi la vision économique des grands entrepreneurs indiens comme les Birlas et les Tatas. La démocratie parlementaire devait conduire au développement des institutions dans le sens large du terme. Contrairement à une idée largement répandue, les politiques économiques de cette première période (des années cinquante jusqu'au milieu des années soixante) étaient relativement libérales. Il y avait peu de restrictions sur les importations ou sur les investissements étrangers jusqu'à une crise de balance des paiements en 1958. Le taux de croissance de 4,1 pendant la première période est à contraster avec un taux de croissance de moins de 1% pendant toute la première moitié du vingtième siècle.

A partir de la fin des années cinquante, mais notamment dans les années soixante et soixante-dix, l'Inde a choisi un modèle du développement où une économie réglementée et un secteur public important devaient assurer une croissance maîtrisée et une meilleure répartition des revenus et des richesses. Dans une situation de crise économique et de conflit extérieur où des mauvaises récoltes ont conduit à des pénuries alimentaires importantes, Indira Gandhi, devenue premier ministre en 1966, utilisa la nationalisation du secteur bancaire et des compagnies pétrolières et minières pour assurer son contrôle sur le parti du Congrès et sur la politique économique de la nation. Cette stratégie de développement s'appelait «industrialisation par la substitution aux importations». L'instrument clé du contrôle étatique était un système complexe d'autorisations préalables (souvent appelé «The Licence-Permit Raj» ou

«le Royaume des Autorisations») pour toute expansion de capacité ou diversification par des entreprises privées. Pratiquement tous les secteurs économiques importants étaient progressivement réservés aux entreprises d'Etat. Fonctionnant dans un marché protégé et non concurrentiel, ces entreprises avaient peu d'incitation pour devenir compétitive. Les pertes engendrées par des mauvaises performances et une gestion bureaucratique obligaient l'Etat à verser des subventions importantes pour assurer leur survie.

Depuis le milieu des années soixante et jusqu'au début des années quatre-vingt, l'Inde a connu une stagnation économique où la croissance a à peine dépassé 3 % par an (Panagariya, 2008 et Subramaniam, 2008). Avec un taux de croissance de la population qui dépassait 2%, le taux de croissance du revenu par tête était à peine 1% pendant cette période. Néanmoins, cette période a aussi vue une modernisation importante du secteur agricole par le biais de l'introduction des technologies à haut rendements (appelé «révolution verte»). Un premier changement de gouvernement en Inde, pendant trois ans entre 1977 et 1980 a vu le début d'une ouverture économique et un infléchissement dans la rigidité du système d'autorisation des capacités productives que chaque entreprise devait demander à l'Etat. Cette nouvelle souplesse a été maintenue par Indira Gandhi qui est revenu au pouvoir en 1980. Une ouverture progressive a eu lieu dans les années quatre vingt avec une amélioration de la croissance et le début d'une modernisation industrielle. Mais l'augmentation des importations, une dépréciation de la roupie et l'augmentation des subventions ont conduit à une situation fiscale intenable et une crise majeure de balance des paiements.

A partir d'une crise macro-économique sévère en 1991, un gouvernement indien minoritaire au parlement a déclenché des réformes économiques de grande ampleur, et ces réformes ont permis à l'Inde d'atteindre des taux de croissance de plus de 6 % par an pendant presque deux décennies. La période 1988-2007 a vu 9 changements de premiers ministres et 8 gouvernements différents au pouvoir dont 7 étaient des coalitions minoritaires. Malgré cette apparente instabilité politique, le taux de croissance annuelle moyenne de cette période était de 6,3 % (Panagariya, 2008). L'ouverture de l'économie, le développement de la concurrence, et la déréglementation ont été les principaux instruments de ce succès. Ces taux de croissance ont été maintenus malgré la crise asiatique, et pour la première fois, les pays développés, dont la France et les Etats-Unis, ont commencé à considérer l'Inde comme un acteur économique majeur de l'avenir. Le dynamisme de la classe entrepreneuriale, avec la présence de grands industriels comme Mittal (acier) et Tata (automobile, informatique) à l'échelle mondiale, ont beaucoup contribué à changer la perception de l'Inde dans les pays développés.

La nécessité des réformes était évidente à partir de la fin des années 1970, et des gouvernements successifs ont essayé, ou au moins affiché, la volonté d'engager des réformes pour améliorer l'efficacité du fonctionnement de l'économie indienne. Mais les réformes engagées étaient lentes et timides, et le système politique indien, avec le parti du Congrès comme clé de voûte du système pendant presque quarante ans, était considéré comme incapable d'engager des réformes profondes de l'économie indienne. L'analyse de ces blocages, et du système politico-économique de la période jusqu'à 1991, a été faite ailleurs, et nous n'y reviendrons pas ici. Nous allons présenter ici les principaux éléments des réformes engagées depuis 1991 et l'effet de ces réformes sur la croissance.

L'Inde en quelques chiffres¹:

PIB (2007-2008)	1160 milliards d'USD
PIB /tête	1021 USD
Population	1122 millions
PIB contribution en pourcentage des différents secteurs :	
- Agriculture, foret, pêche	17,5
- Industrie, activité minière, construction	27,9
- Services	54,6
Exportations des biens et des services en % du PIB 2006-2007	23
Importations des biens et des services % du PIB 2006-2007	25,8
Les phases de la croissance indienne (taux de croissance annuelle moyenne en %):	
- 1951-52 à 1964-65	4,1
- 1965-66 à 1980-81	3,2
- 1981-82 à 1987-88	4,8
- 1988-89 à 2005-06	6,3
Pourcentage de la population en dessous du seuil de pauvreté	27

1. LA CRISE DE 1991

La guerre du Golfe et l'implosion de l'URSS transforment l'impasse économique en crise ouverte. La guerre du Golfe provoque une hausse du prix du pétrole et un ralentissement des transferts financiers des travailleurs indiens au Moyen Orient. La désintégration de l'Union Soviétique fait disparaître, du jour au lendemain, le principal fournisseur et client de l'Inde. Au printemps 1991, les réserves en devises ne représentent que 15 jours d'importations et le service de la dette est mis en danger. Avec des déficits fiscaux graves et un endettement record, l'Inde était sur le point de faire défaut dans ses obligations internationales. Les appels du gouvernement pour obtenir l'aide internationale sont refusés par les organisations monétaires internationales. Le gouvernement n'avait qu'une solution: s'engager à une réforme radicale de l'économie indienne. Commençant par deux dévaluations successives en trois mois, le gouvernement de Narashima Rao adopte un programme de réforme structurelle (*Structural Adjustment Programme*) en 1991. Le gouvernement de Congrès était minoritaire au Parlement et le Premier Ministre Narasimha Rao, peu connu du grand public ou à l'étranger au contraire de ses illustres prédecesseurs de la famille Nehru-Gandhi, se lança dans un programme ambitieux de réforme libérale. Ce programme, initié par le Ministre des Finances de cette époque Manmohan Singh, un économiste reconnu qui était un ancien gou-

¹ Economic Survey 2007-2008, Government of India, February 2008, OECD Economic Surveys: India 2007 et Panagariya 2008.

verneur de la Banque Centrale de l'Inde et considéré comme proche de la Banque Mondiale et du FMI, avait comme objectif non seulement de réduire les dépenses publiques excessives et de corriger les erreurs du passé dans la conduite de la politique économique, mais aussi d'effectuer des réformes structurelles à long terme pour améliorer l'efficacité de l'appareil productif et approcher les taux de croissance des pays de l'Asie de l'Est et du Sud-Est et celui de la Chine par le biais d'une plus grande ouverture internationale.

Par rapport à d'autres pays qui se sont engagés à des réformes structurelles tels que les pays de l'Amérique Latine ou de l'Europe de l'Est, l'Inde disposait de quelques atouts importants pour une mise en place rapide de ce programme. Le taux d'inflation et le ratio dette extérieure/PIB en Inde étaient beaucoup moins importants que dans les pays de l'Amérique Latine, par exemple. Malgré une forte présence de l'Etat dans tous les secteurs économiques, il y existait un secteur privé puissant, une classe entrepreneuriale dynamique et une économie de marché, ce qui n'était pas le cas dans les pays de l'Europe de l'Est. De plus, l'Inde possédait depuis longtemps un système juridique, législatif et institutionnel ainsi qu'un secteur financier relativement développé. Toutes ces conditions étaient favorables à l'adaptation d'une réforme économique rapide.

Lors de la préparation du budget en 1991, le gouvernement établit un diagnostic sévère des principales faiblesses de l'économie indienne: accroissement des déficits publics, archaïsme d'un système financier dont le rôle principal est de subvenir aux besoins financiers de l'Etat, dégradation de l'équilibre extérieur attribué au dirigisme et protectionnisme et manque de compétitivité qu'ils ont engendré. Les quatre grands axes de la libéralisation de l'économie indienne sont définis: *la déréglementation industrielle, l'ouverture et la modernisation de l'économie, l'aménagement du système fiscal et l'assainissement des finances publiques.*

1.1 LA DÉRÉGLEMENTATION INDUSTRIELLE

L'un des premiers objectifs de la nouvelle politique économique était le démantèlement du système de réglementation afin de libérer la production nationale et d'accroître sa productivité. Conscient du problème, l'abolition de ce système aura des conséquences importantes sur le développement du secteur industriel ainsi que la dynamique de la classe entrepreneuriale en Inde.

Le gouvernement décide d'ouvrir ces secteurs aux investissements privés, en espérant que la concurrence ainsi engendrée obligerait le secteur public à améliorer sa performance et sa compétitivité, ce qui devrait, à terme, alléger la charge qu'il faisait peser sur le budget.

Le nombre de produits pour lesquelles il fallait obtenir une autorisation pour produire a été réduit de plusieurs centaines à seulement 15 en 1995-96; en 2008 parmi les quatre secteurs - la grande distribution, l'énergie atomique, la loterie et les jeux - où les IDEs (investissements étrangers directs) n'étaient pas encore permis du tout, le secteur de l'énergie atomique va certainement s'ouvrir dans le contexte de la fin de l'interdiction du commerce nucléaire avec l'Inde et ses besoins énergétiques considérables. Il reste en 2008 encore 28 secteurs où les IDEs ne peuvent pas aller jusqu'à 100% (Panagariya, 2008 et OECD, 2007).

La réforme du secteur réservé a progressivement livré à la concurrence presque tous les secteurs de l'économie, y compris la production et la distribution de l'énergie, les transports aériens, les activités en aval de l'industrie pétrolière, ou les télécommunications - ce qui ne veut pas dire que les contrôles de l'Etat aient entièrement disparu. Depuis 1999 les assuran-

ces ne sont plus réservées aux entreprises publiques. Afin de réduire l'étendue du secteur public, le gouvernement commence un processus de désinvestissement en mai 1994 afin de réduire sa participation dans un grand nombre des entreprises. Cependant, aucune politique de privatisation n'a été définie par le gouvernement, ce qui, selon le rapport de l'OCDE en 2007 sur l'Inde, est désormais indispensable pour une réforme à long terme.

Il y a des changements importants dans l'organisation des entreprises, non seulement dans le secteur privé, mais aussi dans le secteur public. La culture d'entreprise est en train d'évoluer rapidement. Pour être plus concurrent vis-à-vis des nouveaux entrants (les multinationales), mais aussi vis-à-vis de la concurrence intérieure, les entreprises sont en train de consolider leurs activités autour de leurs spécialités principales et de vendre les activités périphériques. Les fusions et les acquisitions deviennent plus fréquentes, pour augmenter la taille et pour consolider les parts de marché. De nombreuses sociétés indiennes sont entrées en partenariat ou ont formé des alliances stratégiques avec des entreprises étrangères pour acquérir de nouvelles technologies, et des capitaux étrangers pour s'internationaliser. Des entreprises traditionnelles familiales sont en train de radicalement changer leur structure d'organisation pour devenir plus professionnelles.

1.2 L'OUVERTURE DE L'ÉCONOMIE INDIENNE

Les objectifs principaux du gouvernement au début des réformes étaient d'ouvrir le marché indien progressivement sur l'extérieur, d'assurer une amélioration des performances des entreprises indiennes et de réduire l'écart technologique avec les pays développés afin de stimuler les exportations et donc rétablir l'équilibre de la balance commerciale. Pour financer les investissements et augmenter la productivité, le gouvernement ouvrira la porte aux investisseurs étrangers. Plusieurs réformes sont mises en place pour attirer ces derniers, qui revêtent un caractère unilatéral comme l'identifient Julien Chaisse et Philippe Gugler dans ce cahier.

Les droits de douane, notamment pour l'importation des biens d'équipements et des biens intermédiaires, sont radicalement réduits. De 1987 à 1996, le taux moyen des droits à l'importation passe de 96 % à 40,7 %, les maxima passant de 150 % en 1991 à 50 % en 1996. Ces taux n'ont plus guère varié depuis. L'Inde s'est engagée à respecter les accords de l'OMC en ce qui concerne l'abolition graduelle des restrictions quantitatives sur les importations. Les droits de douanes maximaux étaient à 40% en 2000, et ont passé successivement à 15% en 2005-6, 12,5 % en 2006-7 et 10% en 2008. Néanmoins, les tarifs douaniers sur les automobiles restent actuellement autour de 100%.

Les investissements étrangers et domestiques sont possibles dans tous les domaines d'économie qui ont été réservé dans le passé au secteur public, y compris dans les secteurs tels que la télécommunication, l'énergie, l'infrastructure, l'industrie pharmaceutique. Dans les infrastructures, les investissements étrangers sont particulièrement recherchés pour la construction des ports maritimes et les aéroports, les autoroutes, et dans l'aviation civile. Selon la Banque Mondiale, dans les domaines tels que les télécommunications, l'énergie et l'industrie minière, l'Inde est devenue plus ouverte que beaucoup d'autres pays d'Asie de l'Est. Seuls les chemins de fer et les assurances restent réservés au secteur public indien.

Les investissements étrangers sont autorisés soit par la Banque Centrale (*Reserve Bank of India, RBI*), soit par la Commission pour les Investissements Etrangers (*Foreign Investment*

Policy Board, FIPB) qui a été mise en place par le gouvernement depuis 1991 pour faciliter et accélérer le processus d'investissement. Les prises de participation étrangères peuvent dépasser 51% du capital dans la majeure partie de l'économie. Le gouvernement définit 54 secteurs prioritaires dans lesquels les entreprises étrangères bénéficient d'une procédure d'autorisation «automatique» de la Banque Centrale. Quant aux secteurs non prioritaires, les investissements doivent être autorisés par le FIPB.

Néanmoins, la petite industrie est protégée plus étroitement des investisseurs étrangers. La prise de participation étrangère dans les sociétés qui fabriquent des produits réservés à la petite industrie ne peut pas dépasser 24% dans les entreprises conjointes (*joint ventures*). Cependant, si l'entreprise conjointe exporte plus de 75% de sa production, la part de l'investisseur étranger peut être plus conséquente.

La libéralisation du régime de taux de change est accomplie, et la roupie indienne est convertible à 100% pour les transactions courantes.

L'ouverture de l'économie indienne s'étend au secteur bancaire et financier. Le secteur bancaire indien était dominé par les banques du secteur public. Les banques indiennes avaient été soumises à une forte réglementation qui les obligeait à financer le déficit budgétaire par l'achat obligatoire des titres publics. Elles avaient très peu de flexibilité pour accorder les crédits et les emprunts puisque le gouvernement, par le biais de la Banque Centrale, dictait la politique de crédit, souvent en fonction de facteurs purement politiques et non celle de la rentabilité. De plus, la structure des taux d'intérêt était définie par la Banque Centrale. La concurrence dans le secteur était une fois encore limitée par les barrières d'entrée pour les banques privées, les compagnies d'assurance ou les mutuelles. Les banques "nationalisées", tout comme les entreprises d'Etat, affichaient des pertes énormes. Mais compte tenu des besoins énormes de crédit de la part du secteur public, le gouvernement décidait d'adopter une stratégie de libéralisation progressive pour le secteur bancaire.

Les deux premiers axes de réforme du secteur bancaire étaient l'abolition du contrôle de crédit et une simplification de la structure des taux d'intérêt. A présent, les taux d'intérêt sont déterminés par le marché, les banques privées étrangères sont autorisées à exercer leur activité en Inde, mais la réforme de ce secteur est loin d'être terminé, parce que la question de la privatisation des banques publiques reste ouverte. En ce qui concerne le marché financier, la préoccupation du gouvernement est de créer la base institutionnelle requise pour le fonctionnement d'un marché financier complètement ouvert. En particulier, les réglementations internationales financières sont introduites et la Banque Centrale crée la Commission de Contrôle Financier en décembre 1994 pour les mettre en oeuvre. En parallèle, le champ d'action et les pouvoirs de la Commission des Opérations Boursières (*Securities and Exchange Board of India, SEBI*) sont élargis pour contrôler le marché boursier et assurer une plus grande transparence des échanges. En novembre 1995, le gouvernement met en place une Agence pour la Régulation des Assurances (*Insurance Regulatory Authority*) dont l'objectif est de préparer le terrain pour la déréglementation du secteur d'assurances qui aura lieu en 2000.

L'Inde est un système politique fédéral composé de 26 Etats, et nombreux gouvernements de ces Etats, de sensibilités politiques très différentes, ont suivi les politiques de libéralisation mise en place par le gouvernement central, notamment pour attirer l'investissement direct étranger et pour attirer les capitaux privés dans le développement de l'infrastructure. Ils ont

offert des incitations (exonérations d'impôts pendant plusieurs années, des terrains à des prix avantageux, des crédits prioritaires, des subventions pour l'investissement) qui font naître une véritable concurrence entre les Etats.

Ces mesures commencent de porter leurs fruits. Il y a eu plus d'investissements directs étrangers (IDE) en Inde depuis 1991 qu'il y a eu dans les 40 années précédentes, même si on est encore loin des niveaux en Asie de l'Est et du Sud-Est, et notamment de la Chine que décrit Jean-Christophe Defraigne dans ce cahier. En effet, ils sont passés d'un chiffre annuel de \$150 millions en 1991 à moins de 2,0 milliards en 1999-2000, après un pic de 3,6 milliards en 1997-98. Dix ans plus tard, en 2007-08, les IDE en Inde sont à US\$ 25 milliards, ce qui représente une augmentation de 56% par rapport à 2006-7 (US\$ 15.7 milliards). Même si l'économie chinoise (USD 74,8 milliards en 2007) est encore loin devant l'Inde, néanmoins juste après la Chine, l'Inde est devenu une des destinations les plus attractives dans le monde pour les IDE.

Ces investissements se sont ajoutés à l'effort domestique investissements, non seulement pour les secteurs déjà mentionnés, mais aussi pour des secteurs comme le raffinage, l'industrie électronique et chimique, l'agro-alimentaire, les machines-outils, etc., la pharmaceutique, dont plusieurs ont un fort potentiel d'exportation.

Mais encore plus étonnant, l'investissement étranger en portefeuille a progressé de seulement \$8 millions en 1991, à plus de \$3 milliards en 1996-97, un peu moins de 3 milliards en 1999-2000, à USD 29 milliards en 2007-8 - dépassant largement les investissements directs étrangers. Ce développement est dû à l'ouverture du marché des capitaux à des investisseurs étrangers institutionnels, qui pouvait acheter jusqu'à 10% des actions des entreprises indiennes, investir dans des entreprises non-répertoriées en bourse, acheter des titres de dettes de l'Etat ou des entreprises. Ces investissements en portefeuille peuvent permettre à des nouvelles entreprises à de se développer et à des entreprises existantes de trouver les fonds pour développer des nouvelles activités ou se restructurer.

1.3 L'AMÉNAGEMENT DU SYSTÈME FISCAL

Le système fiscal indien avant 1991 était complètement archaïque et totalement inadapté à une économie ouverte. Le système était caractérisé par une trop large dépendance envers les droits de douane, et par une assiette fiscale trop étroite. En 1999-2000, 28 % des recettes de l'état fédéral proviennent des droits de douane, 36 % des taxes indirects, 15 % de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et 17% de l'impôt sur les sociétés. Le prélèvement fiscal ne représente que 19 % du PIB. En 1991, le gouvernement confie à un comité d'experts la mission de proposer une réforme du système fiscal afin de rationaliser la structure des impôts pour assurer une amélioration de rendement, un élargissement de l'assiette et une simplification de la législation fiscale. Les réformes engagées sur la base des:

- > Recommandations des experts portant sur les domaines:
- > Réduction de la part des droits de douane et des contributions indirectes;
- > Abaissement du taux de l'impôt sur les sociétés;
- > Allégement des impôts sur les assurances et le téléphone;
- > Création d'une taxe à valeur ajoutée afin d'éviter les impositions en cascades sur la consommation.

Le gouvernement s'engage à mettre en vigueur plusieurs mesures. Le taux de l'impôt sur les sociétés a été diminué à 40% et ensuite 38% pour les entreprises indiennes et à 55% et ensuite 48% pour les sociétés étrangères. Pour inciter à l'investissement, le gouvernement instaure un système d'aide fiscale pour favoriser les exportations et la création d'entreprises industrielles modernes. La structure de l'impôt sur le revenu est simplifiée et allégée, notamment dans les tranches les plus hautes, le taux marginal passant de 56 % à 40 %.

1.4 L'ASSAINISSEMENT DES FINANCES PUBLIQUES

Le déficit fiscal du gouvernement central et des entreprises sous contrôle de l'Etat représentaient presque 10 % du PIB en 1991. Le gouvernement a réussi à diminuer ce déficit d'environ 4 points sur la période 1991-96, c'est-à-dire pendant le gouvernement Rao. Les mesures comprenaient la diminution des dépenses militaires, des subventions au secteur public et à l'agriculture ainsi que des crédits du plan. Depuis 1996, le déficit du gouvernement central est descendu à 4 % du PIB, mais le déficit total du gouvernement central et des Etats reste excessivement élevé, à 8 % du PIB en 1998-99. La situation de guerre larvée avec le Pakistan entraîne actuellement une hausse importante des dépenses militaires, ce qui augure mal pour une réduction importante des dépenses publiques.

Le gouvernement définit une politique monétaire pour réduire l'inflation, notamment par la limitation de la monétisation des déficits publics. Le gouvernement et la Banque Centrale signent un protocole d'accord en août 1994 qui limite strictement le recours de l'Etat aux financements bancaires.

Cependant, la réforme des finances publiques est loin d'être terminée. Pour l'année 2000-2001, les dépenses publiques de l'Inde représentent 33% du PIB et a diminué à 30,2 % du PIB en 2006-7. Le déficit total a augmenté de 8% en 1998-99 à 10% du PIB en 2000-1. Le niveau des subventions accordées aux divers groupes de pression, notamment aux agriculteurs pour les engrains ou aux consommateurs urbains pour le kéroène (suite à l'augmentation du prix mondial du pétrole) augure mal pour le contrôle et la baisse éventuelle des déficits publics. Ces déficits sont néfastes pour la stabilité macroéconomique et pour la poursuite de la croissance; les dépenses dans des subventions populistes ou électorales vont remettre en cause les dépenses publiques absolument essentielles dans les domaines d'infrastructures économiques et sociaux. En 1999-2000, la formation brute de capital fixe représentait 2,4% du PIB, tandis que selon un rapport du ministère des finances en 1997, les subventions accordées par le gouvernement central et les Etats représentaient déjà 14,4% du PIB au milieu des années 90. En particulier, les subventions accordées pour l'agriculture, l'irrigation, l'électricité, l'industrie et les transports représentaient presque 11% du PIB (Sachs et Bajpai, 2001).

Selon l'étude de l'OCDE de 2007, les réformes budgétaires promulguées en 2004 (après l'arrivée de Manmohan Singh comme Premier Ministre) ont permis de réduire notablement la ponction opérée par l'Etat sur l'épargne nationale pour financer la consommation. Le déficit budgétaire, qui a été considérablement réduit, était sur la bonne trajectoire pour atteindre l'objectif adopté par les autorités, à savoir un déficit budgétaire combiné de l'administration centrale et des États de 6 % du PIB dans l'exercice 2008. Néanmoins, dans une année électorale, les aides pour allégement de la dette des paysans et l'augmentation des salaires publics peuvent empêcher d'atteindre cet objectif. D'ores et déjà, la réduction de la

désépargne publique a contribué pour près de la moitié à la progression du taux d'épargne nationale net entre 2001 et 2005, qui avoisine aujourd'hui 22 % du PIB, tandis que le taux d'épargne brut atteint près de 10 points de plus, à 32 %.

Il est certain que l'Etat dans un pays comme l'Inde a besoin d'investir dans les domaines de l'irrigation ou de l'énergie. Mais la tarification de l'eau et de l'électricité doit tenir compte du coût des investissements présents et futurs dans ces secteurs. Le gouvernement doit accélérer la réforme et la privatisation du secteur public afin de réduire sa participation dans les entreprises des secteurs concurrentiels (banques, industries, assurances). Les fonds ainsi dégagés peuvent permettre des dépenses plus importantes et absolument essentielles dans le développement du capital humain (éducation primaire et secondaire), l'amélioration de la santé publique et de l'infrastructure physique. Le recensement de la population qui vient d'être terminé en 2001 montre une amélioration sensible de l'alphabétisation en Inde (de 52 à 65% de la population) et une réduction importante dans l'écart homme-femme dans les taux d'alphabétisation. Ce sont des indicateurs encourageants, qui montrent les effets positifs de presque une décennie de croissance. La pauvreté a certainement diminué globalement en Inde depuis une quinzaine d'années, même si les experts sont en désaccords sur l'ampleur de cette diminution, et il existe des variations régionales très importantes, que nous verrons par la suite.

2. LES FAIBLESSES STRUCTURELLES DE L'ECONOMIE INDIENNE

Les réformes engagées ont produit des résultats encourageants. Les taux de croissance, à la fois de l'économie et de nombreux secteurs industriels, se sont trouvés à la hausse et les réserves de devises sont confortables. Les exportations, qui étaient auparavant un point faible de l'économie indienne, ont considérablement augmenté à cause de l'amélioration de la qualité et la diversification des produits, et l'Inde a augmenté ses échanges avec la région Pacifique. L'économie indienne commence à donner une image de dynamisme, et le pouvoir d'achat des classes moyennes a considérablement augmenté.

Mais des faiblesses demeurent. L'agriculture reste très importante en Inde (30% du PIB, 70% de l'emploi), et la réglementation du commerce agricole et les dépenses publiques en agriculture doivent être rationalisées. Il reste encore un potentiel inexploité dans le développement agricole. En comparaison avec les économies d'Asie-Pacifique, l'Inde, malgré sa rhétorique socialiste, a très peu investi dans le développement humain et dans la lutte contre la pauvreté; environ 30 % de sa population reste très pauvre, ce qui constitue un obstacle majeur à une croissance encore plus rapide. Les indicateurs sociaux de l'Inde, en particulier l'analphabétisme et la mortalité infantile, sont parmi les plus mauvais de l'Asie. Il n'y a pas de fatalisme sur ce point: plusieurs Etats indiens affichent des indicateurs sociaux non seulement comparables à des pays de l'Asie de l'Est, mais pour certains, supérieurs à des pays très cités comme la Chine. Au-delà de l'exigence morale, l'Inde ne peut pas durablement augmenter son taux de croissance sans améliorer sa capacité d'absorption technologique et d'innovation. La productivité (des facteurs de production), à la fois en industrie et en agriculture, est largement en dessous des moyennes asiatiques, principalement à cause des différences dans la qualité de capital humain. A part l'investissement en agriculture et en capital humain, l'Inde a aussi besoin de considérablement améliorer son infrastructure jusqu'à des niveaux comparables à l'Asie-Pacifique. Ceci est non seulement un problème

de ressources, mais aussi de la réforme des institutions et de la réglementation à tous les niveaux de gouvernement. On peut le constater à partir du bilan sur la variation régionale de la croissance.

3. LA CROISSANCE EN INDE DEPUIS LA LIBERALISATION ET SA VARIATION REGIONALE

A cause de la décentralisation et de la régionalisation du développement économique, le paysage économique indien est en train de changer. New Delhi reste le centre politique, Mumbai (Bombay) le centre économique et Bangalore le centre technologique. En effet, elles accueillent une forte concentration d'implantations étrangères, et continuent de jouer un rôle majeur grâce à leurs potentiels économiques et financiers. Le dynamisme de la classe entrepreneuriale de l'Inde dans des secteurs très divers, et notamment la transformation du secteur informatique indien du simple prestataire des services de base en leader mondial de conception et de création de logiciels et une panoplie de services divers montrent la capacité de l'économie indienne de tirer les bénéfices de la mondialisation. Mais le développement des infrastructures n'a pas suivi cette croissance des entreprises locales et étrangères et ces villes connaissent aujourd'hui des goulets d'étranglements sérieux. D'autres villes dans d'autres états montrent désormais un plus grand dynamisme. De plus en plus fréquemment, de grandes entreprises multinationales prennent la décision de s'installer hors des grands pôles, comme par exemple Microsoft ou Oracle à Hyderabad. Dans cette ville le gouvernement d'Andhra Pradesh s'est engagé sur un programme d'amélioration de façon significative des infrastructures. Il a également accordé d'importantes incitations d'accompagnement.

Les gouvernements des différents états indiens ont fixé des objectifs de croissance. Pour les atteindre ils ont mis en place une politique de développement économique et d'incitations fiscales. Les entreprises étrangères avisées peuvent ainsi obtenir des avantages financiers extrêmement importants en ce qui concerne les exonérations et incitations fiscales. Un autre facteur clé est l'efficacité et la motivation du gouvernement local pour appliquer cette politique. Tandis que pratiquement chaque état en Inde a défini une politique d'ouverture adaptée aux besoins des entreprises nationales et étrangères, l'efficacité de l'application de cette politique par l'appareil gouvernemental varie considérablement d'un état à un autre. Par exemple, dans certains états, la pénurie d'électricité pourrait pénaliser l'industrie lourde. Le mauvais état du réseau routier peut compromettre l'efficacité d'une entreprise de distribution. En revanche, la concentration d'industries dans un secteur d'activité particulier (comme l'industrie automobile au Maharashtra ou au Tamil Nadu) pourrait générer des synergies favorables.

Pourtant, on constate des disparités très fortes aussi bien dans la croissance que dans la réduction de la pauvreté. Plusieurs études montrent que les Etats mieux dotés en infrastructures physiques, économiques et sociales ont une meilleure croissance dans le long terme; et depuis la libéralisation, l'écart entre les Etats mieux dotés qui avaient une meilleure base au départ (Gujarat, Maharashtra, Pendjab par exemple) et les Etats les plus pauvres en infrastructure a augmenté. On constate le même phénomène en ce qui concerne la réduction de la pauvreté. Dubey et Gangopadhyay (1998) montrent que la variation de la pauvreté entre 1987-88 et 1993-94 est très inégale en Inde; il y a peu de réduction, et parfois même il y a augmentation de la pauvreté dans les Etats les plus pauvres de l'Inde; la pauvreté a

diminué plus rapidement dans les Etats qui ont le plus investi dans l'infrastructure sociale, et notamment dans l'éducation primaire, le Kerala étant un exemple bien connu (Drèze et Sen, 1995).

CONCLUSION

Le virage d'ouverture et de libéralisation de l'économie indienne avait été amorcé dans les années quatre-vingts, voire plus tôt. Il représente cependant une vraie rupture avec le passé parce que c'est le Congrès lui-même, architecte du modèle «socialiste» indien, qui a tourné le page sur ce modèle pour proposer sa version du libéralisme adaptée au contexte indien. Deuxième rupture dans la culture politique indienne: celle-ci est devenu moins dépendante des grands leaders charismatiques comme Nehru ou Mme Gandhi - le nombre de personnalités politiques capable de diriger les grands partis est nettement plus élevé aujourd'hui. Enfin, le système des castes, qui était une formidable barrière à la mobilité économique et sociale, est devenu aujourd'hui un vecteur de mobilisation politique et revendicative important (Jaffrelot, 2000), en créant des nouveaux groupes sociaux qui ne peuvent pas être captés par les anciens élites, et qui demandent des réponses immédiates à leurs préoccupations, non sans poser des problèmes d'arbitrages importants entre dépenses présentes et investissements futurs. Il faut pouvoir répondre sérieusement et sans démagogie à ses revendications, aussi bien pour des questions de justice sociale que d'efficacité économique. Avec un système social qui est peut être le plus rigide et inégalitaire au monde, l'Inde est le pays qui est sans doute allé le plus loin dans les mesures constitutionnelles et législatives de 'discrimination positive', beaucoup plus loin que n'importe quel autre pays dans le monde, pour insérer ces groupes dans le corps social. Ce fait est insuffisamment connu et doit être souligné ici; L'Etat et ses institutions, jouissant d'une autonomie relative, a toujours fait de «l'ingénierie sociale» dans le sens de Popper; nous ne pouvons pas développer ici le thème de «la société contre l'Etat» mais cette tension a toujours été très présente dans l'évolution de la société indienne et reste toujours d'actualité.

Qu'est-ce qui a changé dans le système politique indien pour faciliter les réformes à partir de 1991? Il est vrai que le Congrès a réussi à imposer les réformes pendant une période de crise, quand il est plus facile de briser le consensus politique contre l'austérité, que ce soit à l'intérieur d'un parti ou plus largement dans le débat politique. Mais depuis les années 1980, l'Inde est beaucoup plus décentralisée aussi bien politiquement qu'économiquement, et des partis politiques assez diverses sont arrivés au pouvoir dans les différents Etats. Le Congrès a perdu de sa pré-éminence. Pourtant, le succès de ces réformes économiques en matière de croissance et d'ouverture a conduit les partis régionaux (y compris le parti communiste indien en pouvoir au Bengale depuis 1977) à adopter ces réformes, même s'ils les avaient critiquées auparavant. Il n'y a plus en Inde un parti hégémonique capable d'imposer sa vision du développement à la population entière. La construction d'un consensus sur la politique économique doit nécessairement se faire de façon beaucoup plus décentralisée, au niveau des Etats, des régions et des collectivités locales.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- BARDHAN, P. (dir.) 1984. *Political economy of development in India*. Oxford University Press.
- DREZE, J. & SEN, A. (dir.) 1995. *India: Economic Development and Social Opportunity*, Oxford University Press.
- DUBEY A. & GANGOPADHYAY S. 1998. «Counting the Poor: where are the Poor in India?», *Analytical Report*, (1), Sarvekshana Press, Government of India.
- Economic Survey 2007-2008, Government of India.
- JAFFRELOT, C. (dir.) 2000. *Démocratie d'ailleurs*, éditions Karthala, Paris.
- OECD Economic Surveys 2007: INDIA Academic Foundation, New Delhi.
- PANAGARIYA, A. (dir.) 2008. *India: The Emerging Giant*, Oxford University Press.
- RUDOLPH, L. I. & RUDOLPH, S. H. (dir.) 1987. *In pursuit of Lakshmi: The political economy of the Indian state*, The University of Chicago Press.
- SACHS, J. & BAJPAI, N. 2001. «Face to face with Reform», *The Telegraph*, Calcutta, version internet, <http://www.telegraphindia.com> 12 février.
- SUBRAMANIAN, A. 2008. *India's Turn: Understanding the Economic Transformation*, Oxford University Press.